

Études internationales



ALTVATER, Elmar, HUBNER, Kurt, LORENTZEN, Jochen, ROJAS, Raul (Ed.). *The Poverty of Nations. A Guide to the Debt Crisis – from Argentina to Zaire*. London(Engl), ZedBooks, 1991, 293 p.

Manon Tessier

Volume 23, numéro 3, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703074ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703074ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tessier, M. (1992). Compte rendu de [ALTVATER, Elmar, HUBNER, Kurt, LORENTZEN, Jochen, ROJAS, Raul (Ed.). *The Poverty of Nations. A Guide to the Debt Crisis – from Argentina to Zaire*. London(Engl), ZedBooks, 1991, 293 p.] *Études internationales*, 23(3), 693–694. <https://doi.org/10.7202/703074ar>

monwealth et leur adaptation à la société canadienne n'ont guère été encouragées. Barratt illustre d'ailleurs son propos de nombreux exemples de la discrimination subie par les immigrants antillais.

Le chapitre trois, rédigé par Frank Renwick, s'intéresse à l'image du Canada dans ses relations commerciales avec les Antilles. L'auteur présente une étude sur la vision qu'ont des Canadiens les importateurs de cinq pays des Antilles. À partir des résultats obtenus, il propose une stratégie pouvant permettre au Canada de percer ce marché.

La question du développement et de l'aide fournie par le Canada est explorée par Aaron L. Schneider au quatrième chapitre. Une analyse de quelques projets canadiens l'amène à conclure que le développement auto-centré constitue la meilleure solution aux problèmes des pays des Antilles.

Quant au cinquième et dernier chapitre, il est consacré aux relations actuelles qu'entretiennent le Canada et les Antilles. Après un portrait des récents projets d'intégration économique, James Guy décrit l'attitude du Canada vis-à-vis de la région antillaise au cours des trente dernières années. Il insiste notamment sur l'importance des liens commerciaux.

Cet ouvrage apparaît donc fort instructif sur la question des relations entre le Canada et les Antilles. On peut cependant déplorer son caractère hétéroclite. Les chapitres ne suscitent pas tous le même intérêt. Par exemple, les chapitres trois et quatre retiendront davantage l'attention des spécialistes du commerce ou de l'aide alors que les autres intéresseront

l'ensemble des lecteurs.

Claude GOULET

Département de science politique
Université Laval, Québec

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

ALTVATER, Elmar, HUBNER, Kurt, LORENTZEN, Jochen, ROJAS, Raul (Ed.). *The Poverty of Nations. A Guide to the Debt Crisis - from Argentina to Zaire.* London (Engl.), Zed Books, 1991, 293 p.

Tout étudiant débutant en relations internationales se heurte inévitablement à la problématique complexe de l'internationalisation de la dette et ses conséquences sur l'économie mondiale. The Poverty of the Nations, initialement publié en allemand, est un guide général qui lui permettra d'aborder ces questions et de l'initier à la problématique de la crise de la dette.

Ce guide se divise en deux parties distinctes mais complémentaires. La première se veut un tour d'horizon des principaux éléments de cette problématique : la gestion de la dette, le rôle qu'y jouent le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, l'importance de la dette américaine, etc. La seconde, présente des études de cas, très brèves, sur dix pays dont le Brésil, la Pologne et le Zaïre. Un glossaire, une chronologie (1980-1987) et un index complètent cet ouvrage d'introduction qui a perdu beaucoup d'utilité, en raison de l'absence d'analyse sur l'évolution de la crise de la dette depuis 1987, notamment avec le lancement du Plan Brady et le ralentis-

sement économique qui a frappé l'ensemble des pays membres du G7.

Manon TESSIER

CQRI

GUSTAFSSON, Hans, ODEN, Bertil, TEGEN, Andreas. *South African Minerals: An Analysis of Western Dependence*. Nordiska Africainstitutet / The Scandinavian Institute for African Studies, Discussion Paper n° 3, Uppsala, 1990, 47 p.

Gustafsson et al. ont produit ici un petit document d'une grande valeur qui évalue de manière critique la «dépendance minérale stratégique» des pays occidentaux vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Leur hypothèse stipule que «les études commanditées par des parties intéressées par la fin des sanctions... mène à la conclusion que la dépendance des économies industrialisées est très forte. À l'opposé, les études conduites par des organisations anti-apartheid en faveur des sanctions utilisent des bases différentes menant à la conclusion que la dépendance est plus faible» (p. 8).

Par une analyse systématique de la nature, de l'emploi et de la répartition géographique de dix minéraux «stratégiques» (le chrome, les métaux du groupe platine, le manganèse, le cobalt, le vanadium, le titane, l'antimoine, l'andalousite, l'asbeste et le diamant industriel), les auteurs parviennent à une conclusion qui se situe, sans trop de surprise, quelque part entre deux extrêmes : «Même si la cessation (de l'importation) de quel-

ques minéraux sud-africains, notamment le chrome et les métaux du groupe platine, créera de sérieux problèmes à court et à moyen termes, une grande partie de la documentation sur le sujet tend à exagérer la vulnérabilité des économies de marché de type industrialisé» (p. 8 et pp. 43-45).

Certains pourront sans doute trouver qu'il s'agit d'un faux problème rendu sans intérêt par les événements de l'après-guerre froide et (de l'avènement) du régime post-apartheid. Toutefois étant donné l'extrême fluidité de l'économie mondiale actuelle, particulièrement dans une Afrique du Sud agitée et en ex-Union soviétique, il me semble utile de pouvoir se référer à des analyses empiriques objectives vis-à-vis de la dépendance minérale surtout si la question de la fin des sanctions surgit à l'avant-scène. Comme les auteurs le précisent la menace d'une interruption dans le commerce des minéraux est plus dommageable à l'Afrique du Sud qu'à l'Occident. Non seulement l'expansionnisme soviétique n'est plus une menace crédible, mais la dette massive de l'Afrique du Sud et le besoin d'exporter pour obtenir davantage de devises étrangères font que même une allusion de la part des pays occidentaux de réduire leur importation de minéraux sème la peur dans le cœur des plus braves ministres des Finances, du Commerce ou des Affaires étrangères. L'étude de Gustafsson et al. met donc en évidence la relative douceur qu'un tel geste pourrait occasionner aux économies occidentales.

Larry SWATUK

Département de science politique
Université Dalhousie, Halifax, Canada